



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 41695-1
portant modification de l'arrêté préfectoral n° 41695 du 13 mai 2014 autorisant le
SMICTOM du Pays de Vilaine à exploiter une installation de compostage de déchets
verts et de bio-déchets sur le territoire de la commune de GUIGNEN**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe GUSTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41695 du 13 mai 2014 autorisant le SMICTOM du Pays de Vilaine à exploiter une installation de compostage de déchets verts et de bio-déchets sur le territoire de la commune de Guignen (35580) ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours d'Ille-et-Vilaine (SDIS 35) du 09 avril 2024 ;

Vu le courriel adressé le 31 mai 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu le courriel de réponse de l'exploitant en date du 3 juin 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 juin 2024 ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur une mise à jour de l'arrêté initial au travers l'évolution des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2014 relatifs à :

- la consistance des installations autorisées ;
- le recyclage des eaux ;
- l'identification des effluents ;
- la localisation des points de rejets ;
- la gestion des eaux pluviales non polluées ;
- la gestion des eaux pluviales polluées et jus de percolation ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- le dimensionnement du bassin de confinement et bassin d'orage ;
- l'autosurveillance des eaux pluviales non polluées ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier voire supprimer certains articles ou alinéas de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2014 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1er : Identification

Le SMICTOM du Pays de Vilaine dont le siège est situé Maison communautaire – 36, rue de l'Avenir à Pipriac (35550), autorisé par arrêté préfectoral du 13 mai 2014 à exploiter, sur le territoire de la commune de Guignen (35580), à La Lande de Libourg, une installation de compostage de déchets verts et de bio-déchets, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles qui suivent.

Article 2 : Articles modifiés

Les articles suivants de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2014 susvisé sont ainsi modifiés :

- article 1.2.4 – consistance des installations autorisées

Le 8^e point de la liste détaillant la constitution de l'unité de compostage est dorénavant rédigé comme suit : « le bassin tampon des eaux pluviales de toiture ».

- article 4.1.2 – recyclage des eaux

La dernière phrase « Les eaux pluviales de toiture et les eaux de voirie de la voie d'accès Nord et du parking alimentent la réserve incendie » devient « Les eaux pluviales de toiture et les eaux de voirie de la voie d'accès Nord et du parking alimentent le bassin tampon ».

- article 4.3.4 – localisation des points de rejet

L'article 4.3.4 est intitulé article 4.3.4 – localisation du point de rejet

Sa rédaction est la suivante : « Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet n°2 qui présente les caractéristiques suivantes :

<i>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</i>	<i>n°2</i>
<i>Nature des effluents</i>	<i>Eaux pluviales de toiture et aux pluviales de voirie de la voie d'accès Nord et du parking collectées dans le bassin tampon Eaux pluviales et d'arrosage polluées par contact avec les déchets et les composts</i>
<i>Exutoire du rejet</i>	<i>Station de traitement des lixiviats de l'installation de stockage de déchets non dangereux puis ruisseau de la Herbaudière (via le ruisseau des fossés puis le ruisseau de la Hesnais)</i>
<i>Débit maximal journalier</i>	<i>40 m³/jour</i>
<i>Traitement avant rejet</i>	<i>Dégrilleur, stockage dans la lagune d'un volume de 450 m³ (40 m³ de réserve d'eau et 410 m³ de bassin d'orage)</i>
<i>Mode d'évacuation finale</i>	<i>Milieu naturel récepteur »</i>

Le point de rejet n°1 visé dans le dossier de demande d'autorisation initiale est supprimé.

- article 7.2.4 – moyens de lutte contre l'incendie

Le 3° alinéa est rédigé de la manière suivante : « *les besoins en eau requis de 120m³/h pendant deux heures sont obtenus par une bache incendie principale de 240 m³ au Sud-Ouest de la plateforme. Une bache incendie complémentaire de 120 m³ est positionnée au Nord-Ouest de la plateforme.* ».

- article 7.4.2 – bassin de confinement et bassin d'orage

Le terme de réserve incendie est retiré du 3e alinéa de l'article 7.4.2

Article 3 : Articles supprimés

Sont supprimés les articles suivants :

- article 4.3.9 – eaux pluviales non polluées
- article 8.2.2 – autosurveillance des eaux
- article 8.2.2.1 – autosurveillance des eaux pluviales non polluées

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de 4 mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;

2°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R.181-51).

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Guignen et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Redon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Guignen et au SMICTOM des Pays de Vilaine.

Fait à Rennes,

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Le 29/08/2024

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Larrey', written over a faint horizontal line.

Pierre LARREY